



0063

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT

N° 0063 / AONR/MINTP/CIPM-TCRI/CCCM-TR/2025 DU 07 JUIL 2025, EN
PROCEDURE D'URGENCE, POUR LE CONTROLE TECHNIQUE, GEOTECHNIQUE ET LA
SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES PONTS METALLIQUES ACROW.
FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINTP, EXERCICES 2025, 2026 ET
2027. IMPUTATION : 36 125 03 3300093 523411.

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun, un Appel d'Offres National Restreint pour la réalisation de l'opération sus-indiquée.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le présent Appel d'Offres a pour objet, le contrôle technique, géotechnique et la surveillance des travaux de construction des ponts métalliques ACROW.

2. Allotissement

Les prestations sont constituées en cinq (05) lots présentés comme suit :

N°	N° OA	Lots	ITINÉRAIRES	RIVIERES	PORTÉES (ml)	DELAIS D'EXECUTION (mois)	MONTANTS PREVISIONNELS TTC (FCFA)	TYPE D'INTERVENTION
1	1	1 - AD	Foumbam-Banyo –Tibati	Balyara	27,286	19	220 000 000	Contrôle technique et surveillance des travaux
2	4		Foumbam-Banyo –Tibati	Mayo Wouroum	36,43			
8	24	2- CE	Eséka – Song Mbong – Makot - Manguenguess	Malombé	36,43	19	350 000 000	
9	30		Bot Makak –Bissombé – Nkoumissié Sud - Nguibassal	Lobé	30,334			
10	32		Sombo (Inter N3) – Bogso (Inter P10)	Kellé	60,81			
5	12	3 - ES	Kobi-Kagnol Ii-Mbang	Mbang	39,478	25	400 000 000	
6	13		Badongué-Konga-Kambamiéri	Doumé	73,006			
7	21		Messamena-Ekom	Dja	100,146			
3	6	4 - NO	Mayo Djarendi - Mandingring (route nationale 13)	Mayo Lidi	103,194	25	200 000 000	
4	7		Poli-Fignolé (route provinciale)	Moto (Mayo Sasséké)	30,334			
11	53	5- OU	Inter N5 (Kekem) – Ngang – Ngomezock – Santchou	Nkam	51,67	25	150 000 000	
TOTAL					589,118		1 320 000 000	

3. Consistance des prestations

Les prestations à réaliser dans le cadre des Marchés comprennent les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive :

- Respecter et faire respecter par l'entreprise les clauses administratives et techniques de leur marché ;
- Surveiller l'exécution des travaux ;
- Assurer le contrôle technique et géotechnique de la mise en œuvre des travaux ;
- Assurer le suivi et le contrôle environnemental du chantier suivant les directives en vigueur au Ministère des Travaux Publics ;

- Proposer à la signature du Chef de Service du Marché des Ordres de Service nécessaires à la bonne exécution des travaux ;
- Veiller à l'établissement des plans de récolement ;

Les prestations du titulaire sont définies de manière plus détaillée dans les Termes de Références.

4. Participation et origine

La présente lettre d'invitation est adressée aux candidats inscrits sur la liste restreinte ci-après, issue du Communiqué Radio Presse N° 0043/CRP/MINTP/SG/DCT/ CAO/IE1/MEB/2025 du 10 janvier 2025 portant publication des résultats de l'Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt N° 0095/ASMI/MINTP/SG/DCT/CAO/CEA2/ IE1/AR du 14 octobre 2024, pour la pré qualification des Bureaux d'Etudes Techniques du secteur des Bâtiments et Travaux Publics, en vue de la consultation relative au contrôle et à la surveillance des travaux de construction des ponts métalliques en sections préfabriquées modulaires en acier (ACROW), dans les Réseaux Nord, Ouest et Sud, Programme annuel 2025.

Il s'agit de :

SOUMISSIONNAIRES QUALIFIES		
N° d'ordre	SOUMISSIONNAIRES	CONTACTS
1	GROUPEMENT BEC LA ROUTIERE / ECOPE	222 22 35 64
2	BAMBUY ENGINEERING SERVICES & TECHNIQUES	677 93 69 25
3	GROUPEMENT INTEGC/METRA/METHODE ENGINEERING	699 92 48 95
4	Groupement ECTA-BTP Sarl/PRISMA Sarl	696 02 95 02
5	INTEGRATED ENGINEERING ASSOCIATES SARL	673 44 70 39
6	Groupement DIDON CONSEILS /EDJO'O INGENIERIE	699 35 97 40 / 695 12 14 77
7	COMPETING SARL	696 70 33 97
8	AFRICA ENGINEERING CONSULTING	699 98 58 97 / 696 66 96 17
9	SINEGEO SARL	671 26 51 56 / 656 09 47 57
10	INFRASTRUCTURES DEVELOPMENT LIMITED	699 79 69 66
11	GROUPEMENT AP CONSULT SERVICE ET NOB CONSULT	677 69 77 95
12	ENGINEERING CONSULTING COMPANY	694 17 49 / 699 66 96 17
13	A-Z CONSULTING SARL	677 63 38 61 / 693 25 03 00
14	META ENGINEERING BET SARL/ARSUK SARL	672 02 59 49

Les candidats de cette liste restreinte peuvent s'associer en Groupements avec au plus un Bureau de Contrôles Techniques National ne figurant pas sur ladite liste.

5. Mode de soumission

Le mode de soumission est « Exclusivement En ligne ». Autrement dit, seule la soumission en ligne est possible.

6. Financement et Montant prévisionnel

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le Budget d'Investissement Public du MINTP, Exercices 2025, 2026 et 2027 Imputation :36 125 03 3300093 523411. Le coût prévisionnel toutes taxes comprises est d'un milliard trois cent vingt millions (1 320 000 000) Francs CFA.

7. Délai d'exécution des prestations

Les délais globaux d'exécution des prestations sont de dix-neuf (19) mois pour les lots 1-AD et 2-CE, vingt-cinq (25) mois pour les lots 3-ES, 4-NO et 5-OU. Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les prestations.

8. Cautionnement provisoire (garantie de soumission)

Les offres devront être accompagnées d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de cent vingt (120) jours, à compter de la date initiale de remise des offres, et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par une banque ou une compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, accompagné du Récépissé de consignation de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC). Le montant en FCFA de ladite garantie est égal à :

N° du Lot	Montant de la caution (en F CFA)
1 – AD	huit cent quatre vingt mille (880 000)
2 – CE	un million quatre cent mille (1 400 000)
3 – ES	un million six cent mille (1 600 000)
1 – NO	Huit cent mille (800 000)
1 – OU	Six cent mille (600 000)

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire conforme devra impérativement être produit en original datant de moins de trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication de la décision d'attribution, pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

Les chèques bancaires même certifiés ne sont pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, Tél. : 222 229 234, logée dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 206 et la version électronique, sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, Tél. : 222 229 234, logée dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 206, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de deux cent mille (200 000) Francs CFA au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait dudit DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boîte Postale, Numéro de téléphone, fax, E-mail ...).

Cette quittance devra identifier l'acquéreur comme représentant du soumissionnaire désireux de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

11. Présentation des offres

Les tailles maximales des volumes 1, 2 et 3 ou fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif (Volume 1) ;
- 15 MO pour l'Offre Technique (Volume 2) ;

- 5 MO pour l'Offre Financière (Volume 3).

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur le plateforme COLEPS au plus tard le 14 AOÛT 2025 à 11 heures.

Par ailleurs, une copie de sauvegarde, constitué de deux enveloppes distinctes notamment l'une contenant l'offre administrative et technique et l'autre l'offre financière enregistrées sur clé USB ou CD/DVD devra parvenir sous pli fermé, accompagné de l'original de la Caution de Soumission et du Récépissé de consignation de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 210, au plus tard le 14 AOÛT 2025 à 11 heures, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

N° 0063

« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT

/AONR/MINTP/CIPM-TCRI/CCCM-TR/2025 du 14 AOÛT 2025 EN PROCEDURE

D'URGENCE, POUR LE CONTROLE TECHNIQUE, GEOTECHNIQUE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES PONTS METALLIQUES ACROW. FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINTP, EXERCICES 2025, 2026 ET 2027. IMPUTATION : 36 125 03 3300093 523411

(COPIE DE SAUVEGARDE ACCOMPAGNE DE L'ORIGINAL DE LA CAUTION DE SOUMISSION ET DU RECEPISSE DE CONSIGNATION DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (CDEC)) »

13. Recevabilité des offres

Toute offre non conforme aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque ou compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Avant toute élimination de candidats présentant des pièces administratives jugées non conformes aux exigences du DAO, un délai supplémentaire d'au moins 48 heures sera accordé à ces derniers pour, soit fournir des informations complémentaires, soit mener des vérifications supplémentaires sur la validité de la pièce reçue.

Ces pièces administratives devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois, à compter de la date limite de remise des offres, et leurs dates limites respectives de validité postérieures à celle de l'Avis d'Appel d'Offres.

14. Ouverture des offres

L'ouverture des offres se fera en deux temps.

14 AOÛT 2025

L'ouverture des offres administrative et technique aura lieu, le 14 AOÛT 2025 à 12 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures placée auprès du Ministère des Travaux Publics, sise à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé. Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée de leur choix, ayant une parfaite connaissance du dossier.

A l'issue de l'examen des pièces administratives et de l'évaluation des offres techniques, l'ouverture des offres financières sera effectuée dans les mêmes conditions, à une date ultérieure qui sera communiquée aux soumissionnaires dont le dossier administratif est conforme et ayant obtenu une note technique égale ou supérieure à soixante-quinze (75) points sur cent (100).

15. Critères d'évaluation des offres

15.1. Critères Eliminatoires

a) Dossier administratif incomplet pour :

- Absence de l'original de la caution de soumission à l'ouverture ;
- Absence 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif à l'exception de la caution de soumission ;
- Non-conformité dans 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif ;

b) Offre technique incomplète pour absence ou non-conformité de l'un des éléments/d'une des conditions ci-après :

- un Chef de Mission par lot postulé, Ingénieur en Génie Civil (BAC+3 ou plus), au moins dix (10) ans d'expérience générale et avoir occupé le poste de Chef de Mission dans au moins deux (02) projets de contrôle technique et la surveillance des travaux de construction d'ouvrage d'art totalement exécutés et un (01) projet de contrôle technique et la surveillance des travaux de construction d'au moins un pont mixte ou métallique totalement exécutés et de Longueur ≥ 20 ml ;
- la note méthodologique (organisation, planning et compréhension du projet) ;
- une déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché public au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises (BET) défaillantes établies par le Ministère des Marchés Publics ;
- une capacité de financement (ligne de crédit disponible) conformément au modèle joint, d'un montant minimum comme indiqué dans le tableau ci-après, Justifiée par une attestation délivrée d'une Banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances ou par une commission bancaire :

N° du Lot	Montant de la capacité financière (en F CFA)
1-AD	Soixante-quinze millions (75 000 000)
2-CE	Cent vingt millions (120 000 000)
3-ES	Cent trente-cinq millions (135 000 000)
4-NO	Soixante-dix millions (70 000 000)
5-OU	Cinquante millions (50 000 000)

- L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- N'avoir pas obtenu une note technique supérieure ou égale à 75/100.

c) Offre financière incomplète pour absence ou non-conformité de l'une des pièces ci-après :

- La soumission datée, signée et timbrée (voir modèle pièce 7.A) ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) (voir modèle pièce 7.I) paraphé à toutes les pages, daté et signé à la dernière page ;
- Le Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) avec indication des montants hors TVA et Toutes Taxes Comprises (voir modèle pièce 7.J) paraphé à toutes les pages, daté et signé à la dernière page ;
- Les Sous-détails des Prix Unitaires (voir modèle pièce 7.K) paraphés à toutes les pages.

d) Omission dans l'Offre financière d'un prix quantifié ;

e) Fausse déclaration, pièce falsifiée ou non authentique ;

15.2. Critères essentiels

15.2.1 Offre technique

Les offres techniques seront notées suivant les critères essentiels ci-après :

- a- Qualification et expérience des experts affectés à l'opération (sur 50 points) ;
- b- Références du Bureau de Contrôle/Groupement de Bureaux de Contrôle (sur 25 points) ;
- c- Moyens techniques, logistiques et matériels à mettre en place (sur 25 points)

Le score technique minimum requis est de 75/100

NB : Un agent public sans justificatif de sa libération de la fonction publique ne sera pas évalué.

15.2.2 Offre financière

Seules les offres financières des soumissionnaires, dont les offres auront été déclarées recevables à l'issue de l'examen de la conformité des pièces administratives (1^{ère} étape) et de l'évaluation technique (2^{ème} étape) et dont les offres financières témoins scellées contenues dans l'enveloppe C auront été transmises tel qu'indiqué ci-dessus, seront évaluées et notées, en fonction des critères ci-après :

$$NM = MMd \times 100 / MS$$

NM= Note financière relative au montant évalué de l'offre financière du soumissionnaire ;

MMd= Montant évalué de l'offre la moins-disante;

MS = Montant évalué du soumissionnaire.

Une pondération sera faite entre la note technique et la note financière pour obtenir la note finale N (note technico-financière) suivant la formule ci-après :

$$N = [(80 \times \text{Note Technique}) + (20 \times \text{Note Financière})] / 100$$

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Attribution du Marché

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la mieux-disante, c'est-à-dire celle ayant obtenu la note finale la plus élevée et jugée substantiellement conforme au Dossier d'Appel d'Offres. Dans le cadre de cet Appel d'Offres, un soumissionnaire peut être attributaire d'au plus un(01) lot.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sise dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, ou auprès de l'Unité de Préparation et de Suivi de l'exécution du Projet (UPS – ACROW), sise au quartier Bastos à Yaoundé, Rue du Rotary, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage (88 00 2042).

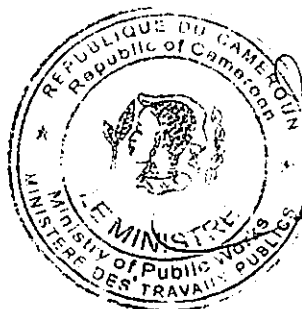
19. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

20. Lutte contre la corruption

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48, ou au MINTP au numéro 88 00 2042.

Yaoundé, le 07 JUIL 2025



Emmanuel NGANOU



0063
No.

LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS
AONR/MINTP/CIPM-TCRI/CCCM-TR/2025 OF 07 JUL 2025, IN
EMERGENCY PROCEDURE FOR THE TECHNICAL, GEOTECHNICAL CONTROL AND
MONITORING OF WORKS TO CONSTRUCT ACROW STEEL BRIDGES. FINANCING: MINTP
PUBLIC INVESTMENT BUDGET, 2025, 2026 AND 2027 FINANCIAL YEARS. BUDGET
LINE: 36 125 03 3300093 523411.

The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues on behalf of the Government of the Republic of Cameroon, a Limited National Call for Tenders for the execution of the aforementioned works.

1. Subject of the Call for Tenders

This Call for Tenders concerns the technical control and monitoring of works to construct ACROW steel bridges.

2. Allotment

The services shall be divided into five (5) lots as follows:

NO.	NO. OF ENGINEERING STRUCTURE	LOTS	ROADS	RIVERS	SPAN (LM)	EXECUTION TIME FRAME (MONTHS)	ESTIMATED BUDGET, INCL. TAXES (IN CFAF)	TYPE OF INTERVENTION
1	1	1 - AD	Foumban - Banyo - Tibati	Balyara	27.286	19	220,000,000	Technical control and monitoring of works
2	4		Foumban - Banyo - Tibati	Mayo Wouroum	36.43			
8	24	2-CE	Eseka - Song Mbong - Makot - Manguenguess	Malombe	36.43	19	350,000,000	
9	30		Bot Makak - Bissombe - Nkoumissié Sud - Nguibassal	Lobe	30.334			
10	32		Sombo (Inter N3) - Bogso (Inter P10)	Kelle	60.81			
5	12	3 - ES	Kobi - Kagnol li - Mbang	Mbang	39.478	25	400,000,000	
6	13		Badongue - Konga - Kambamieri	Doume	73.006			
7	21		Messamena - Ekom	Dja	100.146			
3	6	4 - NO	Mayo Djarendi - Mandjingring (National Road No.13)	Mayo Lidi	103.194	25	200,000,000	
4	7		Poli - Fignole (regional road)	Moto (Mayo Sasseke)	30.334			
11	53	5-OU	Inter N5 (Kekem) - Ngang - Ngomezock - Santchou	Nkam	51.67	25	150,000,000	
TOTAL					589.118		1,320,000,000	

3. Scope of Services

The services to be provided under this contract shall include the following tasks, inter alia:

- Complying with and making sure the company complies with the administrative and technical clauses of their contract;
- Monitoring the execution of works;
- Ensuring the technical and geotechnical control of works execution;
- Ensuring the environmental control and monitoring of the site in accordance with the guidelines in force at the Ministry of Public Works;
- Proposing service orders, necessary for the proper execution of works, to the Contract Manager for signing;
- Ensuring the drafting of post-completion drawings;

The contractor's services are clearly defined in the Terms of Reference.

4. Eligibility

This letter of invitation to tender is intended for the candidates on the shortlist below, following Press Release No. 0043/CRP/MINTP/SG/DCT/CAO/IE1/MEB/2025 of 10 January 2025, to publish the results of Call for Expression of Interest No. 0095/ASMI/MINTP/SG/DCT/CAO/CEA2/IE1/AR of 14 October 2024, for the pre-qualification of Technical Consulting Firms in the Building and Public Works sector, for the consultation relating to the control and monitoring of works to construct metal bridges in prefabricated modular steel sections (ACROW), in the Northern, Western and Southern Networks, 2025 Annual Program.

These include:

QUALIFIED TENDERERS		
No.	TENDERERS	CONTACTS
1	BEC LA ROUTIERE / ECOPE CONSORTIUM	222 22 35 64
2	BAMBUY ENGINEERING SERVICES & TECHNIQUES	677 93 69 25
3	INTEGC/METRA/METHODE ENGINEERING CONSORTIUM	699 92 48 95
4	ECTA-BTP SARL/PRISMA SARL CONSORTIUM	696 02 95 02
5	INTEGRATED ENGINEERING ASSOCIATES SARL	673 44 70 39
6	DIDON CONSEILS/EDJO'O INGENIERIE CONSORTIUM	699 35 97 40 / 695 12 14 77
7	COMPETING SARL	696 70 33 97
8	AFRICA ENGINEERING CONSULTING	699 98 58 97 / 696 66 96 17
9	SINEGEO SARL	671 26 51 56 / 656 09 47 57
10	INFRASTRUCTURES DEVELOPMENT LIMITED	699 79 69 66
11	AP CONSULT SERVICE ET NOB CONSULT CONSORTIUM	677 69 77 95
12	ENGINEERING CONSULTING COMPANY	694 17 49 / 699 66 96 17
13	A-Z CONSULTING SARL	677 63 38 61 / 693 25 03 00
14	META ENGINEERING BET SARL/ARSUK SARL	672 02 59 49

Applicants on this shortlist may form a consortium with no more than one National Technical Control Firm absent from the said list.

5. Bidding Method

Bids shall be submitted "exclusively online". In other words, only online tender submission shall be applicable.

6. Financing and Estimated Cost

Works under this Call for Tenders shall be financed by the MINTP Public Investment Budget, 2025, 2026 and 2027 financial years. Budget line:36 125 03 3300093 523411. The estimated cost, including all taxes, shall be one billion, three hundred and twenty million (1,320,000,000) CFA francs.

7. Execution Time Frame

The overall execution time frame shall be nineteen (19) months for lots 1-AD and 2-CE and twenty-five (25) months for lots 3-ES, 4-NO and 5-OU. This time frame shall take effect from the date of notification of the order to commence service delivery.

8. Provisional Guarantee (Bid Bond)

The tenders shall include a provisional guarantee (bid bond) valid for one hundred and twenty (120) days, with effect from the initial tender submission deadline, and issued in keeping with the model indicated in the Tender Documents by a bank or an insurance company authorised to issue bonds as part of Public Contracts, together with

deposit receipts from the Deposits and Consignments Fund (CDEC). The amount in CFAF of the said bonds shall be as follows:

Lots No.	Amounts of Bid Bonds (in CFAF)
1 –AD	eight hundred and eighty thousand (880,000)
2- CE	One million, four hundred thousand (1,400,000)
3 – ES	one million, six hundred thousand (1,600,000)
1 – NO	Eight hundred thousand (800,000)
1 – OU	Six hundred thousand (600,000)

Only the original copy of the provisional guarantee dated less than three (3) months must be provided, or otherwise be subject to rejection.

The provisional guarantee of unsuccessful tenderers shall be released automatically upon publication of the contract award decision. In case the tenderer is awarded the contract, the provisional guarantee shall be released as soon as the final bond shall have been constituted.

Bank or certified cheques are not accepted in place of the provisional guarantee.

9. Consultation of Tender Documents

Hard copies of Tender Documents may be consulted during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, of the Ministry of Public Works, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, Tel.: 222 229 234, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 206, and soft copies on the COLEPS platform online via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, upon publication of this call for tenders.

10. Acquisition of Tender Documents

The Tender Documents may be obtained during working hours at the Tenders Unit, Department of Contracts of the Ministry of Public Works, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, Tel.: 222 229 234, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 206, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of four hundred thousand (400,000) CFA francs.

Upon withdrawal of the said tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (PO Box, Telephone number, Fax, Email, etc.).

Such receipt must identify the purchaser as the representative of the tenderer willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain soft copies of Tender Documents by free download on the COLEPS platform via the addresses indicated above. However, online tendering is subject to the payment of Tender Documents purchase fee.

11. Presentation of Tenders

Maximum sizes of volumes 1, 2 and 3 or the files that will transit through the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative File (Volume 1);
- 15 MB for the Technical Offer (Volume 2);
- 5 MB for the Financial Offer (Volume 3).

Accepted formats shall include:

- PDF for text documents;
- JPEG for images.

Candidates shall make sure to use a compression software to reduce the size of the files to be uploaded.

12. Submission of Tenders

Tenderers must upload the bids on the COLEPS platform no later than 14 AOUT 2025 at 11 a.m.

In addition, a backup copy, made of two separate envelopes, one containing the administrative and technical bid and the other the financial bid, saved in a USB, CD or DVD drive, shall be submitted against a receipt in a sealed envelope, together with the original bid bond and the deposit receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC) at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210 no later than 14 AOUT 2025 at 11 a.m. It shall bear the following:

0063 "LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. **0063** /ONR/MINTP/CIPM-TCR/CCCM-TR/2025 of 07 JUIL 2025 IN EMERGENCY
PROCEDURE FOR TECHNICAL CONTROL AND MONITORING OF WORKS TO CONSTRUCT
ACROW STEEL BRIDGES. FINANCING: MINTP PUBLIC INVESTMENT BUDGET, 2025, 2026 AND
2027 FINANCIAL YEARS, BUDGET LINE: 36 125 03 3300093 523411
(BACKUP COPY TOGETHER WITH THE ORIGINAL BID BOND AND THE DEPOSIT RECEIPT
FROM THE DEPOSITS AND CONSIGNMENTS FUND (CDEC))"

13. Bid Admissibility

Any tender not complying with the requirements of these Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond issued by a bank or an insurance company authorised to issue bonds as part of Public Contracts, which is valid for thirty (30) days, with effect from the expiration of the tender validity.

Tenderers shall submit only the originals or certified true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in accordance with the requirements of the Special Tenders Regulation, otherwise these shall be rejected.

Before disqualifying the candidates with administrative documents deemed not compliant with the Tender Documents requirements, a 48-hour extension shall be given them either to provide additional information or to carry out further verification on the validity of the document received.

These administrative documents must date no more than three (3) months, with effect from the initial tender submission deadline and shall be issued after the publication of the Call for Tenders.

14. Opening of Tenders

Tenders shall be opened in two stages.

Administrative and technical offers shall be opened on 14 AOUT 2025 at noon by the Internal Tenders Board for Infrastructure Maintenance and Repair Works at the Ministry of Public Works, located in the Regional Delegation of Public Works for the Centre, in Yaounde.

Only tenderers may attend the opening session or have themselves represented by one duly mandated person of their choice with sound knowledge of their file.

At the end of the evaluation of administrative documents and technical offers, the financial bids shall be opened under the same conditions, at a date to be communicated later to bidders whose administrative documents meet the requirements, and who have obtained a technical score of at least seventy-five (75) out of one hundred (100) points.

15. Tender Evaluation Criteria

15.1. Eliminatory Criteria

a) Incomplete administrative file due to:

- Absence of the original bid bond at the opening session;
- Absence of at least one document in the administrative file, except for the bid bond, 48 hours following the opening session;
- Non-compliance of at least one document in the administrative file 48 hours following the opening session;

b) Incomplete or non-compliant technical offer due to absence or non-fulfilment of one of the following criteria/conditions:

- One Mission Head per lot applied for: Civil Engineer (at least GCE AL + 3), with at least ten (10) years of general experience and having worked as a Mission Head on at least two (2) technical control and monitoring projects concerning fully executed engineering structures and one (1) technical control and monitoring project concerning at least one fully executed mixed or steel bridge spanning ≥ 20 LM;

- A methodology note (organisation, planning and understanding of the project);
- A formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and is not on the list of failing companies (TCFs) drawn by the Ministry of Public contracts;
- A financing capacity (available credit line) in accordance with the attached model, for a minimum amount as indicated in the table below, evidenced by an attestation issued by a first-class bank approved by the Minister in Charge of Finance or by a recognised banking commission:

Lots No.	Amounts of Financing Capacity (in CFAF)
1-AD	Seventy-five million (75,000,000)
2-CE	One hundred and twenty million (120,000,000)
3-ES	One hundred and thirty-five million (135,000,000)
4-NO	Seventy million (70,000,000)
5-OU	Fifty million (50,000,000)

- Absence of a dated and signed integrity charter;
 - Absence of a dated and signed statement of commitment to comply with environmental and social terms and conditions;
 - Not having obtained a technical score of at least 75/100.
- c) Incomplete financial file due to the absence or non-compliance of one of the following required documents:
- The dated, signed and stamped bid (see sample document 7.A);
 - The Unit Price schedule (UPS) (see sample document 7.I) initialled on all pages and signed on the last page;
 - The bill of quantities (BOQ) indicating amounts with and without VAT (see sample document 7.J), initialled on all pages, dated and signed on the last page;
 - The breakdown of unit prices (see sample document 7.K) initialled on all pages.
- d) Omission of a quantified price in the financial offer;
- e) False declaration, forged or unauthentic documents.

15.2. Essential Criteria

14.2.1 Technical Bid

The technical bids shall be evaluated according to the following essential criteria:

- a- Qualification and experience of experts assigned to the operation (out of 50 points);
- b- References of the control firm/consortium of control firm (out of 25 points);
- c- Technical, logistical and material resources to be put in place (out of 25 points).

The minimum technical score shall be 75/100.

Note: One public service employee without documents justifying their availability shall not be assessed.

14.2.2 Financial Bid

Only the financial offers of tenderers whose tenders shall have been declared compliant upon analyses of administrative documents (1st stage) and technical offer (2nd stage), and whose sealed sample financial bids contained in envelope C shall have been submitted as indicated above, shall be assessed according to the following criteria:

$$NM = MMd \times 100 / MS$$

NM= Financial score relating to the assessed amount of the tenderer's financial bid;

MMd= Lowest bid assessed amount;

MS = Tenderer's assessed amount.

The technical score and financial score shall be weighted to obtain the final score N (technical and financial score) based on the following formula:

$$N = [(80 \times \text{Technical score}) + (20 \times \text{Financial score})] / 100$$

16. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the tender-submission deadline.

17. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the lowest bidder, the one that obtained the highest final score deemed substantially in conformity with the Tender Documents. As part of this Call for Tenders, any bidder cannot be awarded more than one (1) lot.

18. Further Information

Further technical information may be obtained at the Department of Contracts of the Ministry of Public Works in Yaounde, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works of the Centre, or at the Unit for the Preparation and Monitoring of the Execution of the Project (UPS-ACROW), located in the Bastos neighbourhood, Yaoundé, Rue du Rotary, or online on the COLEPS platform via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or any other electronic means of communication indicated by the Project Owner (88 00 2042).

19. Technical Assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 235 669 or write to the following email address dsi@minmap.cm.

20. Fight Against Corruption

In the event of any corrupt practices, please call or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25 / 699 37 07 48 or text MINTP on 88 00 2042.

Yaounde, 07 JUL 2025



Emmanuel NGANKOU D.